

## **Paul Libois, un intellectuel communiste**

José GOTOVITCH

2014, 26 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

< [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/paul\\_libois\\_un\\_intellectuel\\_communiste.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/paul_libois_un_intellectuel_communiste.pdf) >

---

Pour citer cet article :

---

**Référencement** : GOTOVITCH, José, *Paul Libois, un intellectuel communiste*, Bruxelles, CARCoB, 2014, [en ligne], < [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/paul\\_libois\\_un\\_intellectuel\\_communiste.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/paul_libois_un_intellectuel_communiste.pdf) >, (date de consultation).

---



**Paul Libois :  
un intellectuel communiste<sup>1</sup>  
(1901 – 1991)**

Quel type de communiste, quel type d'intellectuel communiste fut Paul Libois qui incarna le marxisme à l'ULB pendant plus de 25 ans ? Pour répondre valablement à la question, il est nécessaire de situer la ou les générations auxquelles il se rattache, le ou les milieux qui l'ont produit et celui ou ceux qu'il a créés, d'éclairer le cheminement suivi sur le long terme. Car entré en communisme à la fin des années vingt, il estimait ne l'avoir jamais quitté alors même que tous les fondements de son engagement s'étaient évaporés.

Le trajet comme le profil sont composites. Libois incarne en effet ce que Gramsci désigne comme l'intellectuel organique qui veut exprimer les intérêts d'une classe à laquelle il s'est volontairement lié et dont il veut défendre et développer l'idéologie et la culture pour renforcer sa conscience de classe. Mais en même temps, par profession, il appartient à la « caste » des intellectuels professionnels et même académiques dont le statut économique et social assure l'indépendance.

Or en Belgique, il s'agit d'un profil rare : celui d'un intellectuel communiste autonome et cependant étroitement lié, si pas totalement intégré dans la hiérarchie du PC, portant également pendant quelques années sa parole officielle en tant que sénateur.

### **Les chemins de l'adhésion**

Paul Libois a grandi dans un environnement familial libéral. Toutefois certains témoignages le désignent comme l'un de ces étudiants qui conduisirent, par « esprit civique », les trams à Bruxelles au début des années '20 pour briser une grève des tramwaymen. Il intègre le monde académique à 24 ans et, tout naturellement pourrait-on dire, est initié franc-maçon. Il acquiert une connaissance directe du fascisme au cours d'un premier séjour d'étude en Italie en 1928-1929. Il revendiquera sa participation à la création de la loge *Prométhée* qui naît ces années-là d'une séparation d'avec les *Amis Philanthropes*, précisément sur base de l'antifascisme.

Mais une vive curiosité intellectuelle le conduit à la librairie communiste de la rue de Ruysbroeck où avec le marxisme, il découvre également le milieu réduit mais fort actif du communisme bruxellois. Il endosse avec enthousiasme la doctrine dont il s'imprègne et s'y identifiera toute sa vie. Il s'agit là de l'axe principal de son engagement, fondamentalement intellectuel. Le marxisme de cette époque est la doxa simpliste, mais

---

<sup>1</sup> Communication présentée le 10 octobre 2009 à l'ULB, à la Journée Paul Libois organisée par Paul Van Praag.

efficace qui correspond à la période d'affrontement que constitue l'entre-deux guerres. Il offre de plus une explication rationnelle d'un monde régi par des lois, et fonde une croyance dans le progrès, dictée par ces lois. Il y a là de quoi satisfaire le scientifique rationaliste et prométhéen.

En 1929, il découvre ce qui lui apparaît comme la société qui se construit méthodiquement selon ces lois et fonde le bonheur de son peuple : en compagnie d'un autre assistant en sciences à l'ULB, futur professeur à l'Université de Gand<sup>2</sup>, il effectue un voyage en URSS. Pour tous deux le choc est décisif et les engage définitivement. Au retour, ils adhèrent aux *Amis de l'Union Soviétique*, porte d'entrée au parti.

Il faut souligner la période particulière à laquelle s'effectue cette adhésion, qui ne deviendra « officielle » qu'en 1932. Dans l'histoire de l'Internationale et donc du PCB, les années 1928-1933 constituent, sur fond de crise économique et de révoltes sociales, la séquence connue comme celle du combat « classe contre classe », période d'affrontement direct avec le capitalisme mais aussi, mais surtout, d'hostilité farouche à la social-démocratie, désignée comme traître à la classe ouvrière. Période du superbe isolement sectaire, scandée par le slogan « Des soviets partout ». En Belgique, cette ligne est incarnée par de tout jeunes dirigeants issus du prolétariat auxquels Libois se lie d'autant plus aisément qu'il a leur âge et partage leur ardeur bolchévique. Ainsi, il est caractéristique qu'il paraît ignorer le « sage » Joseph Jacquemotte au bénéfice de Marc Willems et Henri De Boeck<sup>3</sup>, dirigeants des Jeunesses que l'IC a mis en place à la tête du parti et qui incarnent la ligne dure en vigueur. Mais c'est aussi la période où le PC connaît, suite à la scission trotskyste et à son sectarisme, une hémorragie qui le mène près de la disparition. En 1946, il motivera rétrospectivement plus sagement son adhésion : « pour participer avec une efficacité maximum à l'établissement de la société socialiste, dans le désir d'une harmonie totale<sup>4</sup> ».

Paul Libois a très rapidement l'occasion de passer son baptême du feu révolutionnaire. À l'été 1932 se déclenchent des grèves violentes en Wallonie qui sont tout à la fois dirigées contre le patronat déflationniste et les socialistes accusés de passivité. Les militants communistes attisent le feu et la répression se déclenche. *Le Drapeau Rouge*, leur organe, est décapité : sa rédaction est en prison en même temps que la direction du parti. Protégé par son statut social, Paul Libois assure la rédaction du journal avec un rédacteur chevronné, Félix Coenen<sup>5</sup>. Ce métier, c'est à la fois Coenen et Gerö, alors

<sup>2</sup> Charles Nuyens (1901-1970), Docteur en sciences U.L.B. ,1923 ; assistant en 1924.Chargé de cours (1931) puis professeur ordinaire à l'Université de Gand. Membre du *Comité de vigilance des intellectuels antifascistes* (C.V.I.A.). Adhère au P.C. en 1934. Membre de la direction du *Front de l'Indépendance* sous l'occupation. Cf. notice biographique in José GOTOVITCH, *Du Rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944*, Bruxelles Labor, 1992.

<sup>3</sup> Henri De Boeck (1903-1940), Marc Willems (1906-1968). Cf. notices biographiques in José GOTOVITCH et Mikhaïl NARINSKI (Dirs.), *Komintern : l'Histoire et les Hommes . Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste en France, Belgique, au Luxembourg, en Suisse et à Moscou (1919-1943)*, Editions de l'Atelier, Paris, 2001.

<sup>4</sup> Fiche biographique établie en 1946, Centre des archives communistes en Belgique (Carcob), Commission centrale de contrôle (CCP), dossier Paul Libois.

<sup>5</sup> De mai à septembre 1932, le *Drapeau Rouge* subit de nombreuses saisies. Apparaissent comme signatures principalement celle de Jacquemotte, protégé par son immunité parlementaire, et Henri De Boeck, qui s'est soustrait à l'arrestation. La signature « Horou » apparaît une fois le 23 juillet, qui serait un

délégué de l'Internationale communiste en Belgique qui le lui ont appris<sup>6</sup>. Ses propos personnels sont signés « Horoux ».

Le scandale éclate le 12 juillet : la police perquisitionne son domicile ! La presse de droite (*La Libre Belgique*, *Le Vingtième siècle*, *La Gazette de Charleroi*<sup>7</sup>) se déchaîne contre l'ULB qui abrite « une cellule » du « complot communiste ». Informés par le magistrat instructeur, professeur à l'ULB, de l'implication d'un assistant et pressés par celui-ci de réagir rapidement, le recteur et le président de l'Université s'émeuvent pour la réputation de l'Alma Mater : le 28 juillet, le Conseil d'Administration met « en congé avec traitement » et interdiction de paraître encore à l'université jusqu'à la fin de son mandat (septembre 1933) cet assistant subversif dont il faut que l'université « par un geste éclatant ... se désolidarise »<sup>8</sup>. Auparavant, recteur et président auront fait subir à Libois un double interrogatoire de type policier. Celui-ci jongle avec maestria dans ses réponses et pratique un humour caustique et très libre-exaministe<sup>9</sup>. Si l'éminent professeur socialiste Henri Rolin estime qu'enseigner à l'ULB et adhérer au communisme sont inconciliables, d'autres et particulièrement son patron, Adolphe Mineur ainsi que Frans Van den Dungen ou Paul Brien interviennent vigoureusement en sa faveur. A souligner aussi, la protestation émise par la loge des Amis Philanthropes contre ce qu'elle considère être un délit d'opinion<sup>10</sup>. Tant et si bien que la mesure est rapportée par le Conseil d'administration du 8 octobre. Libois reprend ses cours le 15 octobre<sup>11</sup>. A noter qu'au cours de la procédure interne à l'ULB, Libois a donc nié être membre du PC, ce qui n'était sans doute qu'une façon de jouer sur les mots... Mais ceci explique peut-être pourquoi le *Drapeau Rouge* reste muet sur l'incident. Par ailleurs, il s'engage à se consacrer à ses travaux et à ne pas mener une vie militante.

A partir de 1932, Paul Libois apparaît donc comme le « pacha » d'un sous-marin : il est au point d'intersection de différents adhérents discrets ou carrément secrets du PCB, car fonctionnaires, enseignants, médecins, avocats, que la pression sociale et certains interdits effectifs empêchent d'apparaître au grand jour comme communistes. Sa mise en lumière de juillet 1932 lui confère une position exceptionnelle au PCB dont il

---

pseudonyme utilisé par Libois. Félix Coenen (1895-1972), notice biographique in José GOTOVITCH, *Du Rouge au Tricolore*, op. cit.

<sup>6</sup> Ernő Gerő (1898-1980), dirigeant communiste hongrois, instructeur du Komintern en de nombreux pays européens, ministre après-guerre, présent sept mois en Belgique en 1932 (Cf notice biographique in J. GOTOVITCH et M. NARINSKI (dirs), *Komintern : l'histoire et les hommes*, op. cit. Gerő lui avait enseigné que dans un article chaque phrase devait pouvoir être citée seule (Interview de Paul Libois par l'auteur, 22 mai 1986).

<sup>7</sup> L'ULB à la une. La Belgique et l'Université Libre racontée par la presse, Bruxelles, Le Cri, 1988, p. 58.

<sup>8</sup> Jean Servais, président du CA à Georges Smets, Recteur, 21 juillet 1932 cité dans Xavier BRUFFAERTS, *Paul Libois, Brouillon projet d'une biographie*, 1994, tapuscrit inédit, p 71.

<sup>9</sup> Pressé de dévoiler son appartenance ou non au parti communiste, Libois répond « je fais une propagande pour les idées marxistes... Servais : Lequel des deux systèmes avez-vous préconisé, la révolution ou l'évolution ? Libois : C'est une question que Marx n'a jamais posée. Servais : Je ne parle pas de Marx. Libois : Scientifiquement, il n'y a pas de distinction absolue entre le continu et le discontinu, l'un se ramenant constamment à l'autre ; donc je ne vois pas l'évolution d'une part et la révolution d'une autre. Je n'ai jamais fait appel à la révolution ... ». Reproduit dans Xavier BRUFFAERTS, op. cit. p 77.

<sup>10</sup> *Histoire d'une Loge : Les Amis Philanthropes*, Ed Les Amis Philanthropes, 1999, p. 351. (Merci à Paul Van Praag de m'avoir fourni cette référence ainsi que l'ouvrage de X. Bruffaerts).

<sup>11</sup> Andrée DESPY-MEYER, « La peur du rouge à l'Université de Bruxelles », in Pascal DELWIT et José GOTOVITCH (éds.), *La peur du rouge*, Bruxelles, 1996, p. 119 – 125.

constitue un rare atout : sa notoriété et son statut social en font un interlocuteur de qualité dont la période qui s'ouvre pourra faire grand cas.

## La culture, outil de l'antifascisme

A partir de 1934, la ligne de l'Internationale et par conséquent du PCB s'infléchit peu à peu dans le sens d'une prise de conscience de l'urgence à faire barrage au fascisme qui gangrène l'Europe. Cette prise de conscience, tétanisée par les erreurs commises en Allemagne, impose aux communistes de chercher des alliés. Si le monde ouvrier belge dominé par les socialistes rechigne à tenir compte de ceux qui ne constituent qu'une petite secte, malgré leur timide émergence de 1932<sup>12</sup>, il en va tout autrement sur le front de la culture.

Divers facteurs y contribuent. En premier lieu, le monde belge de la culture, du moins sa large frange acquise aux idées libérales, prend rapidement conscience de l'incompatibilité du fascisme avec la liberté intellectuelle.

En second lieu, même si le phénomène demeure fortement minoritaire, un intérêt certain se dessine envers le marxisme. Et sans y être nécessairement liée, une curiosité teintée parfois de sympathie se manifeste envers l'expérience soviétique. C'est l'époque des reportages de Paul-Henri Spaak en URSS, des voyages d'enseignants, d'universitaires.

Sur ce fond multiple, et pour des objectifs diversifiés, apparaissent ainsi au tournant des années trente quelques organisations ou structures de type frontiste, dans le sens « Front Populaire », qui constituent le champ d'action privilégié de Paul Libois. Il répond ainsi à son engagement, son activité ne se déroulant pas comme militant ou dirigeant du parti.

Nous avons déjà relevé son intérêt pour le cinéma soviétique qui l'amène à fréquenter le *Club de L'Ecran*, créé en 1931, pionnier de ce cinéma en Belgique, foyer de culture clairement orienté à gauche, où figurent à la fois André Thirifays, Henri Storck et Pierre Vermeylen. En avril 1934, naît l'*Association Révolutionnaire Culturelle* (ARC) où l'on retrouve Henri Storck, Pierre Vermeylen, Nougé, Magritte, Piette et Vernailen mais aussi le futur beau-frère de Libois, l'avocat Jean Fonteyne. L'ARC veut engager les intellectuels à hâter l'avènement de la révolution prolétarienne et mettre à son service « l'incontestable puissance que leur confèrent leur position intellectuelle et leur position sociale »<sup>13</sup>. Il s'agit ici d'une initiative de l'Internationale communiste, implantée en Belgique suivant l'exemple français et supervisée par Aragon en personne<sup>14</sup>. L'ARC - une

<sup>12</sup> Aux élections législatives de 1932, le PCB passe de 1 à 3 sièges.

<sup>13</sup> La revue *Documents* 33, à l'origine surréaliste, devient en 1935, l'organe de l'ARC sous la direction de Jean Stéphane, pseudonyme de l'industriel et mécène Stéphane Cordier (1905-1986) qui créera après-guerre la revue *L'Arche*. Le Bureau de l'ARC en 1935 se compose de Frans de Brucq, Jean Lavachery, E.L.T. Mesens, Fernand Piette, Claire Racine, Jean Stéphane et Pierre Vermeylen. Pascal DANAU, *Production littéraire et engagement communiste en Belgique. L'exemple de la Revue Documents (1933-1936)*, mémoire de licence inédit, ULg, Liège, 1986.

<sup>14</sup> José GOTOVITCH, « Le Grand Frère » in *Rigueur et passion. Hommage à Annie Kriegel*, Paris, 1994, p. 233-247. Voir aussi Claire RACINE, « L'Association des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires (AEAR) », in *Le Mouvement Social*, n° 54, mars 1966, pp. 29-47.

septantaine de cotisants dont la revue *Documents* 35 devient officiellement l'organe - mobilise jusqu'à 200 personnes aux conférences qu'elle organise. Elle rassemble, selon Pierre Vermeylen qui en devient l'animateur principal à partir de 1935, des membres du PCB, de diverses fractions oppositionnelles à celui-ci et du POB. Libois ne figure pas dans le comité de rédaction, on ne relève aucun article de sa plume mais il fait partie du collectif qui se réunit régulièrement avec la rédaction pour discuter des activités et de la revue.

Autre création importée de France, de plus grande envergure et à portée directement politique, un *Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes* (CVIA) est initié en avril 1935 et prend rapidement racine à l'ULB qui en constituera le fer de lance. Il regroupera jusqu'à 1100 membres et agit comme ferment de l'idée d'un Front Populaire en Belgique. En octobre 1935 se tient un congrès enthousiaste du Front Populaire que préside Paul Brien. Il suscite de réels espoirs car ses idées sont un moment soutenues par la majorité des Fédérations de Liège et de Bruxelles du POB<sup>15</sup>. A Bruxelles, de très nombreux professeurs de l'université s'engagent dans le mouvement<sup>16</sup>, Armand Abel en est le secrétaire, Jean Pelseneer s'y active, Paul Brien sera coopté au Sénat en 1936 sous cette étiquette. Si Paul Libois n'apparaît pas en première ligne, il inspire l'action et rallie de nombreux membres du personnel scientifique, particulièrement en sciences. Si la réalisation d'un Front Populaire échouera par le veto chrétien, le refus craintif de la direction du POB et le succès de l'opération Van Zeeland, le CVIA jouera un rôle majeur dans la mobilisation anti-rexiste et, dès juillet 1936, dans la solidarité avec l'Espagne républicaine. Il conquerra de nombreux sympathisants qui trouveront par la suite le chemin du communisme.

Dans le même registre d'homme d'influence et de contact, Paul Libois va jouer un rôle actif dans deux entreprises de presse différentes mais convergentes. Quand, en mars 1935, Paul-Henri Spaak entre dans le cabinet Van Zeeland, le Dr. Marteaux, leader de l'opposition de gauche au sein du POB et ardent défenseur du Front Populaire perd son ex-allié dans l'animation de la tendance et de l'hebdomadaire qui en est l'expression, *L'Action Socialiste*. Par ailleurs, Walter Dauge, leader de l'opposition de gauche au Borinage s'en va de son côté créer *L'Action socialiste révolutionnaire*, officiellement trotskyste. Le Parti communiste répond alors à l'appel de Marteaux et lui offre le renfort de deux intellectuels communistes, Jean Lagneau<sup>17</sup> et Paul Libois.

Parallèlement, Paul Libois est envoyé par le PCB au sein du comité de rédaction de l'hebdomadaire *Combat*, nouvelle initiative à la base de laquelle on retrouve Stéphane Cordier. Mais l'inspiration remonte directement à Emile Vandervelde, alors contesté par l'aile montante et droitière De Man-Spaak, via sa femme et par le truchement, la pensée et la plume polygraphe d'un jeune et brillant normalien, Victor Larock. Ce cénacle

---

<sup>15</sup> Jos RATHE, *Bijdragen tot de geschiedenis van de eenheids-en volksfrontbeweging in België (1934-1937)*, mémoire de licence inédit, VUB, 1970.

<sup>16</sup> Parmi les signataires de l'appel à adhésion à Bruxelles on relève le Dr A. Ley, président de la Faculté de médecine, Timermans, président de la Faculté des Sciences, Balasse, Bigwood, Brien, Conard, de Brouckère, De Donder, Favresse, Laurent, Rolin, Van Den Dungen, Brachet, Burniat, Goche, Jeener, Libois, Pasteels, Lepage, Carner- Noulet, Backvis, Goossens, Hennebert, Auguste Vermeylen, Jean Pelseneer.

<sup>17</sup> Jean Lagneau, né à Souvret le 14 mai 1914, décapité le 19 août 1944, mathématicien, peintre, journaliste communiste. Cf notice José GOTOVITCH, *Du Rouge au tricolore*, op. cit.

incarne plutôt la gauche socialiste. *Combat* va, avec l'aide effective de l'ambassade, devenir le porte-parole combattif de la cause républicaine espagnole, et par là, des idées de Front Populaire et du CVIA. Paul Libois y est accepté. Il se sent néanmoins quelque peu isolé comme «seul marxiste», traduisons sans doute seul communiste, qui, la personnalité jouant sans doute plus que l'orientation politique, « n'allait pas boire des verres avec eux après les réunions »<sup>18</sup>.

Il n'empêche que Libois est consulté par téléphone quand jaillit un soir, dans le petit cercle de *Combat*, l'idée de la candidature Van Zeeland pour faire échec à Degrelle. L'accord aussitôt donné sera avalisé sans réserve par le PC.

Ainsi, à la veille de la guerre, Paul Libois est-il bien la « vitrine intellectuelle » du parti, son « outil de prestige » en ce domaine, qui permet au PC d'être partie prenante dans les le bouillonnement qui agite une certaine gauche intellectuelle des beaux quartiers, dont celui du Solbosch, et qui traduit l'engagement de ces hommes culture pour contrer les fascismes menaçants.

Mais dans la stricte hiérarchie de l'appareil communiste, il demeure subordonné au « responsable des intellectuels », de loin inférieur en notoriété, poste occupé successivement par Jacques Grippa, puis par l'avocat Robert Beublet. Formé par Gerö, il n'est pas en grâce auprès de son successeur, Andor Berei, la toute puissante éminence grise. Assez significativement, il n'existe avant-guerre aucun dossier biographique à son nom dans les archives du Komintern.

Il paraît par ailleurs fort peu présent, si pas totalement absent des activités des Étudiants socialistes unifiés. Soulignons pour clore la période, que l'intellectuel apprécié du parti l'est pour son engagement et en aucune façon pour la qualité, marxiste ou non, de sa pratique scientifique. Relevons toutefois qu'il donna le cours d'*Introduction au matérialisme dialectique* à l'Université Ouvrière de Bruxelles, école de formation politique et syndicale animée, à partir de 1935 par une équipe qui réunissait socialistes de gauche, trotskyste et communistes<sup>19</sup>.

### **Le révélateur de l'occupation**

L'occupation modifie radicalement les conditions de fonctionnement du parti et va propulser Libois au cœur de l'appareil clandestin. Ses deux qualifications vont être pleinement mises à profit : son capital de relations et sa culture marxiste.

Mais avant cela, la signature du pacte germano-soviétique a soulevé des réticences et des interrogations, elle a isolé les intellectuels communistes du vivier antifasciste qui

---

<sup>18</sup> Interview de Paul Libois par l'auteur.

<sup>19</sup> Créée en 1935 « pour le développement de la culture marxiste dans les masses laborieuses », elle bénéficia du soutien du PCB et de plusieurs syndicats bruxellois comme les Tramwaymen, les Typographes, les Enseignants, les Métallurgistes etc... Les cours se donnaient à la Maison des Tramwaymen, rue du Poinçon. Henri MASSON, L'Université Ouvrière de Bruxelles (U.O.B.). Une école belge au service du marxisme, 1935-1955, [1975], Manuscrit inédit.

leur était bénéfique, mais elle n'a suscité que peu de défections. C'est chez Lénine et ses analyses de l'impérialisme que l'on va chercher des réponses aux questions soulevées. Le parti poursuivi, ses journaux interdits, c'est chez Paul Libois, avenue de la Couronne, ou chez son beau-frère Jean Fonteyne, boulevard Charlemagne, que se rassemblent par petits groupes les intellectuels membres ou très proches du PC pour trouver dans la doctrine léniniste le remède au malaise potentiel ou réel. Réaction bien naturelle : le présent politique étant incertain et confus, l'étude théorique offre une échappatoire commode et rassurante sur les objectifs finaux. Ces groupes d'étude permettent également de maintenir les liens indispensables à toute action future. Le 10 mai et les premières semaines de l'occupation ne modifient en rien ce dispositif d'autant que les deux précités ont choisi de demeurer en Belgique. Cette période révèle également la position centrale des deux beaux-frères dans le dispositif intellectuel communiste bruxellois. Libois en assure désormais « officiellement » la responsabilité, Jean Fonteyne jouant un rôle spécifique dans l'appareil international et au Palais de Justice. Son supérieur direct, au Bureau politique est désormais Edgar Lalmand avec lequel débute ainsi un compagnonnage de longue haleine.

C'est à Libois qu'il est fait appel au plus fort de la vague d'interdiction de la presse du PC, en novembre 1939, pour lancer une contre-offensive sous camouflage : la parution d'un bimensuel, *Liberté*, dont le rédacteur en chef affiché est Emile Hambresin. Journaliste catholique wallon, ce dernier est président de la *Ligue belge contre le racisme et l'antisémitisme* (LICA). Les autres signatures sont celle de l'Abbé Boland, animateur des *Amitiés Chinoises*, fondées en 1938 et de Paul Libois, qui a rencontré le précité au sein de l'association dont il est membre. *Liberté* prend clairement attitude en matière internationale sur une plateforme que résume un de ses éditoriaux : « Ni Berlin ni Londres <sup>20</sup> ». C'est un décalque de la position communiste du moment, mais dans le vocabulaire conservé de la période Front Populaire. Libois en est si pas le chef d'orchestre, du moins l'animateur principal après Hambresin (qui rejoindra le PC sous l'occupation) et le rédacteur très actif, y compris sous divers pseudonymes. *Liberté* tente également d'occuper l'espace public par des conférences aux tribunes desquelles on trouve Paul Libois, le chirurgien communiste de Saint-Pierre, ancien d'Espagne, René Dumont, ainsi que l'abbé Boland, qui participera à la création du Front de l'Indépendance. Son réseau d'abonnés recouvre d'ailleurs le monde du CVIA<sup>21</sup>. Appuyant clairement le Pacte, dont il affirmera plus tard encore la nécessité<sup>22</sup>, Libois fait cependant entendre sa petite nuance en regrettant implicitement que « la voix de Litvinov<sup>23</sup> s'est tue » et en refusant de mettre sur le même pied Londres et Berlin. Ce faisant, il passe outre à des réticences certaines au sein du parti. En juin 1940, à l'instar de *La Voix du Peuple*, d'*Ulenspiegel* à Anvers et de *L'Humanité* à Paris, *Liberté* tentera, sans y réussir, l'aventure d'une reparution légale<sup>24</sup>.

---

<sup>20</sup> *Liberté*, n°7 février 1940

<sup>21</sup> Archives Jean Fonteyne, Abonnés à *Liberté*.

<sup>22</sup> Interview de Paul Libois, 1974.

<sup>23</sup> Commissaire soviétique aux Affaires Etrangères qui incarna la ligne d'alliance antifasciste et fut brutalement démis de ses fonctions en mai 1939 et remplacé par Molotov.

<sup>24</sup> Pour tout cette période, cf José GOTOVITCH, *Du Rouge au tricolore*, op. cit.



L'invasion de l'URSS, le 22 juin 1941, bouleverse et clarifie à la fois la situation et le statut des communistes. Averti téléphoniquement par René Dumont, Libois se précipite chez Lalmand qui échappe ainsi à la rafle opérée par l'occupant dans le cadre de l'opération *Sonnenwende* qui envoie quelques centaines de communistes vers Breendonk et Huy, antichambres des camps de concentration en Allemagne. Lui-même paraît encore protégé par son statut universitaire et certainement par son absence de la hiérarchie officielle communiste. Mais il endosse désormais un rôle et une fonction dans l'appareil clandestin du parti : il intègre le triangle de direction clandestin de la Fédération bruxelloise au titre de responsable « Agit-Prop ». En clair, il assume la direction de la presse et l'éducation, tout en conservant la direction des intellectuels jusqu'en fin 1942. La fermeture de l'ULB le mobilise pour les cours clandestins à l'organisation desquels sa nièce par alliance, Michèle Fonteyne, prend une part active. Il plonge à son tour dans la clandestinité, d'abord chez son collègue et camarade Robert Debever, ensuite à Nivelles<sup>25</sup>.

Fin 1942, dans le rapport qu'il établit sur le « travail intellectuels », il constate que bien de ses membres, et pas seulement les ingénieurs, ont disparu, absorbés par les Partisans Armés, dont les intellectuels constituent en effet à Bruxelles les premiers cadres aux côtés d'anciens des Brigades. En 1943, « Lefèvre », c'est son pseudonyme, quitte le triangle fédéral, tout en conservant la responsabilité « Education », pour intégrer le sommet bruxellois du *Front de l'Indépendance* qui prend alors son essor et où son capital relations constitue un atout essentiel. « Debroe », c'est son nouveau pseudo, est coopté au Comité central du parti. Il demeurera dans ces fonctions jusqu'à la fin de l'occupation.

Il retrouve au FI le milieu qu'il connaît bien. Parmi les intellectuels, grandissent « Julie » et « Mélie », *Justice Libre* et *Médecine Libre* qui regroupent membres du barreau et magistrats d'une part, médecins de l'autre ainsi qu'*Enseignement* et les *Amis de l'ULB*, toutes branches spécifiques qui éditent leur clandestin éponyme. Au départ des membres du PC, le cercle va s'élargissant et englobe de nombreux anciens du CVIA mais touche également de toutes nouvelles recrues comme le baron, avocat général, Van den Branden de Reeth. A noter que son épouse, Lucie Fonteyne-Libois, prend une part active au groupe *Enseignement*.

La formation qu'il assure aux membres du parti n'est pas une sinécure. Le PCB clandestin attire de nombreux nouveaux membres, séduits par la lutte active qu'il mène contre l'occupant et l'aura que ses combats confèrent à URSS. Mais pour en faire des communistes dans les conditions de la clandestinité et non de « simples » patriotes, la différence se marquera, estime la direction du parti, par la formation marxiste. Il s'agit de souder ces adhérents venus de toutes les couches de la population, dans une situation où la lutte des classes prend des contours tout à fait spécifiques et les classes moyennes – a fortiori dans une région comme Bruxelles- constituent une part essentielle du recrutement. C'est l'idéologie qui fera la distinction et surtout assurera la pérennité de leur engagement. Paul Libois, l'enseignant universitaire, mais celui aussi qui assura aux

---

<sup>25</sup> Xavier BRUFFAERTS, Paul Libois, brouillon projet d'une biographie, (tapuscrit inédit) p. 53) cité dans Alice FORREST, Notice biographique et bibliographique sur le militant communiste Paul Libois, travail de séminaire, ULB, 2004-2005 (inédit).

côté de sa femme, professeur à Decroly, de nombreuses interventions dans cette école<sup>26</sup>, va mettre sur pied un système rigoureux d'écolage du marxisme. Secondé par trois adjoints recrutés parmi ses collègues devenus communistes (comme Jules Géhéniau), il constitue des groupes de trois qui mènent collectivement l'étude des textes classiques, reçoivent les éclaircissements des formateurs, mènent des lectures obligatoires. Ils répondent ensuite par écrit à des questions de contrôle qui sont soigneusement corrigées. Le bulletin *L'Éducateur* guide leurs pas. Mais plus encore, toujours dans les conditions de la clandestinité la plus totale, sont mises sur pied des sessions-écoles de 4 et 8 jours, installées dans des lieux discrets !<sup>27</sup> Libois est l'artisan du système qui réalise une véritable promotion intellectuelle de cadres ouvriers et employés. Les témoignages fournis à l'issue des formations témoignent de l'acquis essentiel : le marxisme est pour eux une science qui indique toujours le bon chemin. La direction du parti incarne cette science et connaît donc la solution à apporter à tous les problèmes. La confiance lui est due. Voilà donc des militants aptes à affronter les dures années qui suivront sans être tourmentés par le doute. Ce n'est pas forcer le trait que de retrouver dans cette démarche un parallèle avec la conviction qui sera celle Paul Libois, parallèle d'autant plus fondé qu'il participe de cette direction. Il partage cette appréhension du marxisme et de Staline qui l'incarne à ses yeux, avec Edgar Lalmand, devenu en juillet 1943 le numéro un du parti, et auquel le lie désormais un lien profond. Paul Libois sort donc de la guerre comme une personnalité communiste affirmée, connue et reconnue.

### **L'après-guerre. La consécration institutionnelle : l'intellectuel et le parti**

La libération ouvre la phase d'institutionnalisation de Libois comme figure de proue mais aussi comme incarnation de l'idéologue communiste, doté de surcroît de l'autorité participative que lui octroient à la fois ses fonctions effectives et sa proximité du numéro un Edgar Lalmand. A la maîtrise intellectuelle consacrée s'ajoutent désormais des instruments de pouvoir sur les hommes, sans compter le prestige que lui confère de 1946 à 1950 sa fonction de sénateur. Sortant des cercles limités de l'ULB et du parti, il accède à une stature publique et nationale.

Mais au départ, son ambition paraissait beaucoup plus modeste. Le 21 décembre 1944 ; il fait une offre de service au parti. Elle porte exclusivement sur l'étude et la diffusion du matérialisme dialectique au départ de sa propre spécialisation par la création d'un séminaire de « mathématiques physique » « dont le but serait la création d'une mathématique adaptée au progrès gigantesque de la physique moderne », ainsi qu'un cours de logique tel qu'il l'entama dans les cours clandestins, alliant « la synthèse de la meilleure tradition scientifique bourgeoise aux principes philosophiques de Marx Engels Lénine et Staline »<sup>28</sup>. Il demande au Parti de lui confier la direction de ce travail. Mais la

---

<sup>26</sup> Livre d'amitié Lucie Libois-Fonteyne. *Educatrice et directrice à l'école Decroly*, Bruxelles, 1983, Les Amis de l'Ecole Decroly.

<sup>27</sup> José GOTOVITCH, « La formation des militants dans la clandestinité en Belgique (1940-1944) : militants patriotes ou révolutionnaires ? », in Heiko Haupmann, Brigitte Studer (éds.), *Sujets staliniens. L'individu et le système en Union soviétique et dans le Comintern 1929-1953*, Zurich, 2006, p. 287-301.

<sup>28</sup> Texte ms ,21 décembre 1944, Carcob, CCP, dossier Libois.

période et le parti ont d'autres exigences. Paul Libois fait désormais partie intégrante du dispositif communiste et il lui est demandé (ou offert) beaucoup plus.

Dès octobre 1944, Jean Terfve, alors dirigeant du FI en même temps que secrétaire du parti lui suggérait de tenter de reconstituer un CVIA qui intégrerait le FI, ainsi que de développer *Justice Libre* en un bureau d'études juridique pour ce même FI<sup>29</sup>. Mais très vite, cadre aguerri, Libois sera orienté vers le parti lui-même.

Son influence, son pouvoir vont s'exercer en trois lieux et domaines. Sa base militante, son « entreprise » est l'ULB, devenue un élément important dans le déploiement communiste à Bruxelles. La section du PC, qui réunit tous les communistes de l'Université, enseignants, techniciens et étudiants a pris le nom de Jean Guillissen, assistant avant-guerre, Partisan Armé fusillé par les nazis en 1942. Libois en est le dirigeant longtemps incontesté, l'autorité intellectuelle et effective, l'emblème vers l'extérieur. Dans le Parti ensuite, il siège sans désemparer de la libération au Congrès de 1954 au Comité Central, et est invité régulier du Bureau Politique. Il est aussi conseiller direct d'Edgar Lalmand. Dans ce cadre, il est le maître de la formation donc des écoles, et à travers la *Commission culturelle*, il exerce son magistère sur les arts et la culture. Par ailleurs rien de ce qui concerne l'enseignement ne lui échappe. Il est la personnalité centrale de toute matière intellectuelle et la référence obligée pour tout ce qui concerne les intellectuels eux-mêmes, même si les tâches organisationnelles dans l'appareil permanent sont assurées par d'autres, notamment Bob Claessens<sup>30</sup>. Enfin, troisième lieu de déploiement, son activité intense au Sénat s'exerce principalement en matière d'enseignement et de politique internationale, la polarisation sur l'uranium du Congo lui conférant une notoriété internationale.

### La « forteresse ULB »

L'attrait exercé par le communisme sur nombre d'intellectuels au lendemain de la guerre amène une croissance forte du PC au sein de l'Université. Mais il faut se garder de gonfler le phénomène. Sur environ 3000 étudiants et de cadres, une liste de 1947 ou 1948 recense 80 membres de la section Jean Guillissen, dont 47 étudiants. Le poids principal étudiants-professeurs se situe en Sciences, suivi de très loin par la médecine et polytechnique. Au vu des noms des professeurs : Brien, Brachet, Debever, Géhéniau, Dedecker, Schellinck, Cyprès, Goche..., on peut supposer que Libois exerce une influence évidente dans sa Faculté. Le rayonnement est moins intense en Philosophie et Lettres et en Sciences politiques. Il serait sans doute hasardeux de relier cette différence à la seule personnalité de Libois ou de s'étendre sur l'attrait spécifique du marxisme sur les hommes des sciences exactes, là où la tradition libérale de philo ou des sciences politiques opposait une résistance farouche au matérialisme dialectique qui mettait directement en cause ces enseignements.

---

<sup>29</sup> Tean Tervfe à Paul Libois, 7 octobre 1944, AMSAB, archives Libois, 411,4.

<sup>30</sup> Bob Claessens, (1901- 1971) avocat du Secours Rouge avant-guerre à Anvers, déporté, rédacteur en chef de *Rénovation*, puis responsable des intellectuels à partir de 1947, se fait connaître comme critique d'art et conférencier particulièrement apprécié, membre du cc en 1948.

Il existe peu de traces contemporaines du rapport de Libois à « sa base » universitaire. Tout au plus peut-on glaner des souvenirs ultérieurs et quelques appréciations émises en 1954, dans le contexte de sa mise à l'écart<sup>31</sup>, et donc quelque peu orientées.

« Libois était considéré comme le pape..... Il nous fournissait la ligne du parti, il établissait notre conduite. Il détenait une double autorité : il était professeur et dirigeant politique. Il était cultivé et avait du charme. Nous avions un peu peur de lui, donc ses positions ne se discutaient pas. Il nous apportait, d'un ton glacial, la Vérité. Face à lui nous n'étions que des gamins, on ne contestait pas<sup>32</sup>. »

Sur un autre registre : il avait « tendance à parler de provocation chaque fois qu'une discussion devient un peu violente »<sup>33</sup>. En 1952, en effet, il demande une enquête discrète et sérieuse de la Commission des cadres sur un étudiant, car il éprouve à son égard de sérieux soupçons de « travail de désagrégation de la section Guillissen... avec éventuelle intervention d'éléments extérieurs »<sup>34</sup>.

Secrétaire des Etudiants communistes en 1947-1948, Bob Kawan, souvent désigné lui-même comme l'incarnation de la ligne inflexible du PC à l'Université, décrit ses relations avec Libois : de celui qui sait envers celui qui est là pour apprendre. La « transmission » s'effectuait lors de promenades mensuelles au bois, dans la déférence envers « le seul membre du PC que je ne tutoyais pas »<sup>35</sup>. Curieusement le même Kawan entretenait avec le grand patron Edgard Lalmand, secrétaire général du PC, réputé austère, des relations qu'il décrit comme amicales. A plusieurs décennies de distance, il estime cependant que Libois imposait la ligne mais n'y croyait pas...

Mais cette stature de maître subit de violents assauts dès 1951 de la part d'étudiants qu'anime la volonté de mettre réellement en cause les fondements de l'université bourgeoise et...l' autorité de leur mentor. L'appel de Libois à une enquête a été prise très au sérieux à la direction du PC. Le Responsable national des cadres, Jean Borremans, ancien ministre des Travaux Publics et troisième personnage du parti, mène personnellement l'enquête : de nombreux camarades sont entendus, rédigent des notes et trois fois 5 heures de discussion sont consacrées à la situation de la section ULB !<sup>36</sup> C'est dire l'importance qui lui est accordée dans le parti !

L'essence du problème est ainsi caractérisé : les étudiants reprochent aux enseignants « des positions opportunistes et des déviations de droite » ; ces derniers considèrent les positions étudiantes comme « gauchistes, irréfléchies ».

Les exemples relevés nous informent sur les discussions engagées. Ainsi est-il reproché à Libois –c'est bien lui qui paraît constituer la cible principale- d'avoir, en octobre 1951, repoussé une proposition de grève envisagée par les étudiants contre l'augmentation des droits d'inscription, grève qui à ses yeux, aurait pu apparaître comme

<sup>31</sup> Voir ci-après.

<sup>32</sup> Jacques Moins, in Pierre-David GRYNPAS, *Une génération d'étudiants de l'ULB en lutte : de la clandestinité à l'Affaire Royale 1944-1951*, Mémoire de licence inédit, ULB, 1995, Annexe III, p. XVII.

<sup>33</sup> Jean Blume, *Note à propos de deux étudiants communistes*, sd. CARCOB, CCP dossier Vigilance ULB.

<sup>34</sup> Note manuscrite sd de Libois, [1951], CEGES, archives Libois

<sup>35</sup> Interview de Bob Kawan, par l'auteur.

<sup>36</sup> *Rapport du Camarade J. Borremans*, 22 novembre 1952, 21 p. dact. (CARCOB, Dossiers CCP, Vigilance, ULB).

essentiellement hostile aux autorités de l'ULB et aurait déforcé ainsi l'université vis à vis du gouvernement PSC.

De même Libois - toujours lui – est accusé de vouloir faire dépendre la mise en cause du contenu de certains cours par les étudiants d'une formation marxiste et une compétence effectives et non purement formelles, imposant prudence et consultation préalable des aînés. Enfin, Libois est accusé d'avoir émis des objections à toute action des étudiants contre l'élection au rectorat de « l'américano-fasciste Barzin » au prétexte que « l'élection du recteur est une affaire interne du corps professoral ».

Si l'enquêteur montre à chaque fois que les étudiants, « témoignant d'une déviation gauchiste très nette quant aux formes d'actions proposés », généralisent à tort une opposition dans chacun des cas à un type précis d'action, il n'en déduit pas moins une « déviation de droite » chez les enseignants, tendant à sous-estimer l'organisation du parti.

Il y a lieu de relever l'inscription de ces mini-conflits dans le cadre d'une opposition idéologique et son expression dans un vocabulaire référencié aux grandes catégories de la langue de bois caractéristique de la période. Mais l'on débouche sur le fondement même des divergences avec ce morceau choisi, citation d'une note étudiante adressée à Borremans et reprise dans son document :

« il s'agit d'examiner à fond l'attitude de principe des cam. 'cadres' et du cam. Libois en particulier, vis à vis de l'institution bourgeoise dominée par les représentants directs des monopoles américano-belges ... qu'est l'université d'une part, et vis-à-vis des traditions et des forces progressistes que cette institution comme telle, cherche de toutes ses forces à étouffer d'autre part. Tous les faits avancés ci-dessus indiquent une tendance très nette selon moi, à ménager non les traditions et forces progressistes, mais l'institution elle-même, à ne pas voir que s'il n'y a pas de physique bourgeoise et de physique socialiste, d'anatomie bourgeoise et d'anatomie socialiste, il y a bel et bien une université bourgeoise, comme il y a p.ex. un droit bourgeois, une organisation bourgeoise et même belliciste, antinationale de la recherche scientifique etc... Ne pas voir que l'ULB est une université bourgeoise au plein sens du terme –et je suis d'avis que les deux faits cités plus haut impliquent qu'on ne le voit pas – c'est s'exposer à l'ULB aux pires erreurs opportunistes et renoncer à toute action de masse parmi les étudiants comme parmi les 'cadres'»<sup>37</sup>.

Face à cette mise en accusation frontale et en faisant largement référence à Staline, Borremans développe une argumentation toute en nuance, rappelant le langage de l'époque du Front Populaire. Soulignant la diversité des intérêts représentés au CA de l'ULB (opposition capital américain-capital belge), la présence d'un corps professoral diversifié à composante progressiste, la défense nécessaire des libertés démocratiques bourgeoises et des traditions progressiste de l'institution, il refuse la description de l'ULB comme un bloc bourgeois monolithique. Il révèle – est-ce une dramatisation voulue- que des « divergences graves » existent depuis des années. Ce sont

<sup>37</sup> doc . cit. L'auteur de cette philippique est Louis Van Geyt, alors porte-parole véhément des accusations étudiantes.

manifestement des ennemis du parti qui agissent semant la division et visant à « isoler le porte-drapeau du Parti, le cam. Libois ».

Borremans ne tranche pas si ce n'est sur l'indispensable défense de l'institution démocratique bourgeoise. Il attribue la faute à l'absence de bonne direction fédérale et au mauvais fonctionnement de la section qui n'a pas mené la discussion en son sein. C'est en rétablissant le bon fonctionnement du parti que les divergences seront aplanies. Pour ce qui concerne Libois il précise : ses « conseils ne seront pas considérées comme des directives, mais comme des conseils d'un dirigeant fonctionnant dans l'entreprise ».

Soulignons encore deux initiatives ULB du camarade Libois. Il revendique la création de la section syndicale des enseignants, section de la CGSP qui ne prendra réellement son envol qu'après la grève 1960-1961. Mais aussi, car cette préoccupation est constante : il organise avec ses collègues, de la section Guillissen et pour eux, l'étude du marxisme.

Ainsi le profil se précise selon une double dimension: personnage admiré intellectuellement, incarnation du marxisme et du communisme à l'université, homme de parti donc, mais manifestement attentif à un « esprit ULB ». C'est ce que lui reprochent des étudiants communistes, se voulant plus « révolutionnaires », et avec lesquels les rapports sont fort distants. Respecté, mais pas populaire.

### **L'inspirateur**

C'est un véritable défi que pose le parti communiste en mettant sur pied, en juin 1947, quelques semaines après avoir quitté le gouvernement, la *Première conférence nationale des intellectuels communistes*. Il entend ainsi marquer l'importance de l'implantation acquise, se profiler comme un pôle d'attraction, mais aussi se présenter comme le seul parti à oser et pouvoir afficher « ses » intellectuels. Paul Libois en est le rapporteur, le parti l'affichant ainsi clairement comme le guide en ce domaine.

Exaltant dans son discours l'homme nouveau et la nouvelle renaissance, Libois veut s'inscrire dans la tradition des Encyclopédistes, surtout Diderot, convoquant également Héraclite, Démocrite, Galilée, Thomas Moore... Son cadre théorique est relativement simple : « Le matérialisme dialectique est la méthode scientifique contemporaine, la synthèse moderne de la méthode expérimentale et de la méthode rationnelle ». Exposant les devoirs de l'intellectuel dans le parti, il lui assume d'abord une série de tâches de base comme à tout militant, lui demandant de concourir au départ de sa profession à la solution des problèmes posés dans la société en participant à la rénovation du pays. Rénovation est le maître mot, c'est d'ailleurs le titre que porte la revue du parti à laquelle il va collaborer régulièrement.

Si Bob Claessens est structurellement le responsable national des intellectuels communistes, c'est Jean Terfve, secrétaire du parti, qui cadre le rapport des intellectuels au parti et en fixe les limites<sup>38</sup>. Si chacun dispose de la liberté de méthode, expose-t-il, il

---

<sup>38</sup> *Le Drapeau Rouge*, 9 juin 1947.

s'agit de l'exercer dans un sens déterminé, « celui du développement populaire », car il n'y a pas de ligne spécifique pour l'intellectuel, pour l'ouvrier, ou pour le paysan. Il n'y a qu'une seule ligne. Le refus de la société actuelle ne suffit pas, il s'agit d'agir positivement pour la rénovation. Ainsi, malgré le désir de lever les préventions envers la discipline de parti, des limites sont clairement tracées. Lalmand explicitera d'ailleurs sa méfiance dans une lettre personnelle à Libois lors de l'affaire Lyssenko (abordée plus loin) : « L'expérience prouve que les intellectuels, même parfaitement honnêtes et professionnellement fort qualifiés arrivent facilement à dévier dangereusement faute de maturité politique suffisante »<sup>39</sup>.

La Conférence permet de déployer le dispositif mis en place par le PC pour encadrer « ses » intellectuels : la création d'Amicales professionnelles : médecins, juristes, ingénieurs et techniciens, enseignants, artistes, mais aussi Amicales régionales, comme celle du Borinage qui s'enorgueillit de ses 130 membres ! Par ailleurs, la direction s'entoure de commissions d'études qui éclairent son travail parlementaire, élaborent des analyses et mobilisent donc divers types de spécialistes.

Un véritable réseau est ainsi mis en place qui assure visibilité et occupation résolue du champ intellectuel. Une conférence nationale des artistes communistes se tient à Anvers en novembre 1947, une conférence nationale du personnel enseignant communiste, à Liège en avril 1948, dont Libois est également rapporteur. Un pas supplémentaire est franchi en 1948 avec la création d'une Commission culturelle nationale dont Libois reçoit la responsabilité. Les ambitions de celle-ci sont fort vastes puisqu'elle se structure en cinq secteurs distincts : théâtre, littérature<sup>40</sup>, musique, cinéma, arts plastiques.

Ainsi le Parti communiste réussit au lendemain de la guerre à construire un appareil culturel et intellectuel dont Paul Libois est le pilier principal en même temps que le porte-voix auprès de la direction. C'est d'ailleurs à lui qu'est confiée la tâche d'intervenir au Xème congrès du PCB, en mars 1951, sur la culture et les intellectuels.

Ce Congrès se situe à un moment clé. La guerre froide atteint un point d'exaspération extrême et le PC a subi successivement les défaites électorales de 1949 et 1950. Le parti belge s'aligne en tous points sur les impératifs et modèles staliniens : construction laborieuse d'un culte du secrétaire général, prolétarianisation des cadres, déchainement antisocialiste, dénonciation de la colonisation américaine, théorie Jdanovienne des deux mondes, exaltation extatique de l'Union soviétique. Comme la ligne suivie ne peut être que juste, les causes du déclin ne peuvent qu'être internes, relever de la faiblesse idéologique, d'une mauvaise agilité, du sabotage...

Dans cet ensemble composite de cibles, Libois choisit les siennes avec éclectisme. Il est en phase totale et même en pointe dans l'exaltation de l'Union soviétique, admiration contractée en 1929 et jamais démentie : cela joue pleinement à propos de Lyssenko, de Staline, de la culture soviétique, de l'activité du PCB. Il s'érige en gardien agressif de sa

<sup>39</sup> Edgar Lalmand à Paul Libois, 26 septembre 1948, cité dans Joël KOTÉK, *L'intellectuel, le PC, et l'affaire Lyssenko ou les avatars d'une scission prolétarienne en Occident*, mémoire de licence, ULB, 1980, p. 151.

<sup>40</sup> Le « Bureau littéraire » réunit le groupe *Uilenspiegel* (écrivains), les Amis belges des *Lettres Françaises*, le Cercle Gorki, la Librairie du Monde Entier.

vénération. Nous y revenons plus loin. En regard, à travers la question de l'uranium, il devient le héraut de la dénonciation des Etats Unis.

En revanche, il étend un ample manteau protecteur sur les intellectuels, qu'inévitablement les caciques communistes, on l'a vu, perçoivent avec méfiance. De même, il s'avance avec prudence sur le terrain de la schizophrénie théorique.

Le fardeau est lourd à assumer. Nous allons le voir à travers quelques exemples.

Le Congrès de 1951 est marqué par la volonté, comme le dit le rapporteur de la commission des candidatures « de prolétarianiser le CC. C'est ce qui nous a guidé pour l'élimination des membres du CC intellectuels auxquels nous n'avons rien à reprocher »<sup>41</sup>. Ainsi ne sont pas retenues notamment, avec leur accord, deux « intellectuelles d'origine bourgeoise », cumulant donc deux tares, quoique le BP formule des regrets envers l'une d'elles ! L'on entend même mesurer et comparer le degré de « prolétarité » de deux candidats ! S'il se déclare en accord avec cette volonté « prolétarianisante », Libois saisit l'autre critère avancé, le rajeunissement, pour proposer de ne pas être représenté au Comité central. Mais cela lui attire une courte mais incisive intervention de Lalmand ! Il sera réélu.

C'est donc dans un climat déjà lourd qu'un Comité central examine en juillet la question de l'éducation et de la propagande et qu'en novembre la même instance évalue les décisions sur les cadres prises au Congrès. Dans les deux cas Libois est sur la sellette.

A la suite du premier CC, dans un article intitulé « Les intellectuels », Jean Terfve, numéro deux du parti, met en cause l'inefficacité de la propagande du parti en pointant comme cause principale la composition de l'appareil central d'agit-prop, « dont tous les éléments indistinctement sont d'origine ou de formation intellectuelle ». Leurs textes sont le reflet de leur formation et ne touchent pas les masses ouvrières. Il faut donc y injecter des jeunes ouvriers pour corriger les « défauts inhérents aux intellectuels »<sup>42</sup>. L'article provoque « étonnement et amertume » chez certains et, interpellé, Lalmand fait appel à Libois pour l'éclairer. Très direct, celui-ci exprime à Terfve et à Lalmand son désaccord avec les textes publiés. Il souligne toute l'ambiguïté des propos de Terfve. Ce sera à lui de jouer tampon : l'incident n'aura pas de suites directes.

En novembre de la même année, le Comité Central fait un premier point des mesures de prolétarianisation. Borremans, au nom du BP, regrette que deux prolétaires admis à titre d'essai au Bureau Politique, n'aient « pas su se hisser au niveau » voulu et propose la désignation de Libois à cette instance car il est « parmi nos camarades intellectuels celui qui s'est le plus rapproché de la classe ouvrière ». Ce dernier réplique avec vigueur. Il critique la formulation du BP, coupable inversement d'après lui, de « n'avoir pu hisser les deux camarades » en question aux qualités attendues. Fidèle à son habitude, citant Staline et Lénine, il théorise la question et met en cause la faiblesse idéologique des membres du BP. Refusant d'accepter cet échange de l'intellectuel contre des prolétaires, il consent, si nécessaire, d'y être invité selon les besoins<sup>43</sup>.

<sup>41</sup> Jean Borremans à la Commission Politique du congrès, Carcob, Archives du X<sup>ème</sup> congrès.

<sup>42</sup> *Le Drapeau Rouge*, 27 juillet 1951.

<sup>43</sup> Compte rendu du Comité Central du 17 novembre 1951.



Ces péripéties illustrent la difficulté du PC d'intégrer ces intellectuels qu'il souhaite et est flatté d'attirer et d'en définir le périmètre d'autonomie à l'intérieur de la discipline de parti. Elles soulignent également le positionnement central de Paul Libois en ce domaine. Mais l'on ne peut évaluer correctement ces questions en faisant abstraction de l'élément capital, consubstantiel au communisme de ces années, que constitue l'attitude envers l'Union soviétique, c'est à dire le parti communiste de l'URSS et avant toutes choses Staline !

### Un attachement essentiel : Staline et l'URSS

Sans doute Libois fait-il montre en ce domaine d'un engagement personnel, sincère et profond qui dépasse les exigences de parti. Contracté en 1929, il lui dictera sa conduite sur différents fronts.

Bousculant la chronologie, ouvrons avec son retour en URSS de novembre 1949, au sein d'une délégation de « huit travailleurs belges -manuels et intellectuels »<sup>44</sup> invités pour trois semaines par VOKS<sup>45</sup> à l'occasion du 32 anniversaire de la Révolution d'octobre.

Si ses commentaires écrits<sup>46</sup> au retour ne tranchent pas avec la description habituelle et dithyrambique de la prospérité, de l'unité de la nation, de la réussite économique, ils ciblent tout particulièrement deux domaines qui lui sont chers et que l'on retrouve fréquemment dans ses interventions au sein du parti. D'abord la joie au travail et surtout la conscience professionnelle du travailleur soviétique engendrés par la certitude de diriger son destin : Libois célèbre l'avènement de l'homme nouveau dans la société nouvelle. Par ailleurs l'intellectuel exalte longuement le haut degré de culture et le niveau supérieur de la science soviétique qui fonde toute l'activité de la société. Et il relie à ces fondements scientifiques tant les exploits de Stakhanov que « la conception nouvelle de l'hérédité liée à une pratique nouvelle », c'est à dire la théorie Mitchourine-Lyssenko. Nous y reviendrons. Enfin cette jeunesse soviétique qui « est saine, heureuse, joyeuse » et entoure « l'adulte de respect et de reconnaissance confiante » lui a fait mieux comprendre pourquoi règne partout un sentiment de confiance envers le Parti bolchevik et « à un degré extraordinaire, envers Staline ».

On verra plus loin qu'il ne s'agit pas ici pour Libois d'une célébration rituelle mais d'une conviction profonde qui va le conduire à se muer en gardien vigilant et agressif de la vénération sans faille envers l'URSS.

L'affaire Lyssenko qui démarre en Belgique en 1948 est bien est bien connue depuis les travaux de Joël Kotek qui a pu en interroger tous les protagonistes et d'Eva Schandevijl

---

<sup>44</sup> Il s'agissait de Alphonse Wery, délégué syndical des ACEC, Alphonse Brouers, chrétien progressiste, professeur à l'Athénée d'Herstal, Mariette Debaume, ouvrière tailleuse de Binche, Max Cosyns, Professeur à l'ULB, Carl Wolf, secrétaire de la Fédération liégeoise des ABS .et de Maurice Singer, Secrétaire général des ABS selon la présentation qui est faite dans la brochure *Laissons parler ceux qui ont vu ! Récit du voyage effectué par la délégation des Amitiés Belgo-Soviétiques aux fêtes du 31° (sic) anniversaire de la Révolution Socialiste d'Octobre*, Bruxelles, Editions ABS [sd] 32p.

<sup>45</sup> VOKS : Société soviétique des Relations culturelles avec l'Etranger.

<sup>46</sup> Voir aussi Paul LIBOIS, « Ce que nous avons vu en Union Soviétique », *Communisme, revue mensuelle du Parti communiste de Belgique*, N°1, janvier 1950, pp. 31-35.

qui en a parfaitement dessiné le contexte<sup>47</sup>. Dès septembre 1948 en effet Edgar Lalmand intègre la théorie de Lyssenko sur l'hérédité des caractères acquis dans la théorie marxiste<sup>48</sup>. Les termes sont prudents, mais fermes. Le scientifique belge concerné au premier chef, qui a rallié le parti en 1946, Jean Brachet prévient Libois des réactions défavorables qu'éveille cette théorie dans le monde scientifique. Paul Brien, autre sommité scientifique communiste et adepte des idées de Lamarck, pourrait être sensible à l'approche lyssenkiste mais en réfute les modalités. Il cherche lui aussi conseil auprès de Libois pour éviter la rupture. Mais dès janvier 1949, le *Drapeau Rouge* développe la croisade en faveur des nouvelles théories du biologiste soviétique et Libois avalise et célèbre la science soviétique. Le voyage effectué en URSS par Brachet en mars-avril 1949 pour y discuter avec Lyssenko le confirme dans sa conviction. Il quitte le PC, tout comme Brien mais sans ostentation<sup>49</sup>.

Soulignons ici que l'adhésion enthousiaste de Libois au Lyssenkisme comme démonstration de la supériorité de la science soviétique ne le conduit pas à avaliser les théories jdanoviennes des deux sciences : il exclura catégoriquement toute idée d'une mathématique prolétarienne face à une mathématique bourgeoise. Si la science soviétique est supérieure, c'est qu'elle est débarrassée des impératifs capitalistes et de la recherche exclusive du profit et qu'elle bénéficie de l'attention prioritaire de l'Etat<sup>50</sup>. Par ailleurs, et l'on retrouve sans doute ici l'attachement tout aussi profond de Libois à son université comme le respect qu'il éprouve à l'égard de ses savants collègues et ex camarades, les départs ne sont accompagnés d'aucune diatribe, d'aucune dénonciation. Il n'y aura pas de chasse aux sorcières inversée !

C'est tout le contraire de la hargne qu'il témoigne envers ce qu'il considère comme des crimes « d'antisoviétisme de fait » au sein de l'appareil du parti ! Le 24 juillet 1951, il dépose une note détaillée à la Commission de contrôle qui met en cause quatre responsables, en non des moindres !

L'accusation la plus grave est portée contre Pierre Joye, l'économiste du parti, ancien rédacteur en chef du *Drapeau Rouge*, devenu responsable d'Agit-Prop national. Libois lui reproche d'avoir refusé de publier dans le quotidien du parti l'article de Staline consacré à la linguistique<sup>51</sup>, « refusant ainsi de voir le lien lumineux des liens directs et

---

47 Dan et Joël KOTEK, *L'affaire Lyssenko*, Bruxelles, Complexe, 1986 ; Eva SCHANDEVIJL, «Soviet Biology, scientific ethos and political engagement : Belgian university professors and the Lyssenko Case », *The Journal of communist studies and transition politics*, London, 19, 2003, p. 93-107.

48 Lalmand à Libois, 26 septembre 1948, *doc. cit.*

49 Voir également Lise BRACHET, *Le professeur Jean Brachet, mon père*, L'Harmattan, Paris, 2004.

50 Il précisera dans son rapport au Xème congrès en mars 1951 : « En URSS, il n'est pas d'opposition entre une inculture officielle et une culture démocratique, entre une science pacifique, révolutionnaire et une pseudo-science officielle et mise au pas. En URSS, la science est affaire du peuple, des spécialistes de la science, du gouvernement, du parti bolchevik. En URSS, culture et science liés au peuple sont riches des traditions nationales progressistes. Science et culture tiennent compte strictement des puissantes leçons contenues dans la théorie générale du parti du prolétariat, le matérialisme dialectique... ». Aux Etats-Unis en revanche, « la vie des intellectuels est une vie sale », la science est « une science de caserne, science impuissante, sénile, isolée des applications. » « la culture est une entreprise d'abêtissement, d'entraînement au banditisme ... » (Paul Libois, *La science et la culture en Belgique*, ms. sd.)

51 L'article de J. Staline : *Le Marxisme et les problèmes de linguistique*, paru le 20 juin 1950 dans la *Pravda*, renverse brusquement la théorie jusque-là dominante en URSS incarnée par le linguiste Marr. Il s'agit

puissants entre nos travailleurs et les dirigeants de l'Union Soviétique.. [...] dont les interventions publiques ont une signification nécessairement internationale »<sup>52</sup>.

Deuxième cible : les responsables de la Librairie Du Monde Entier, coupables d'avoir mis au pilon 2000 exemplaire du même article de Staline, édité en brochure, ainsi que d'avoir pratiquement écarté des vitrines de la librairie du parti les ouvrages de Lénine et Staline !

C'est ensuite le critique cinématographique du même journal, particulièrement bien coté par ses pairs –ce qui est exceptionnel à l'époque pour un journaliste communiste<sup>53</sup>- auquel Libois reproche d'ignorer quasi totalement le cinéma soviétique.

Passons sur le quatrième cas, moins marquant, et relevons que le Secrétariat du parti charge la CCP de mener une enquête sur les faits dénoncés et de faire rapport au Bureau Politique. Une note de 14 pages lui est soumise dont chaque paragraphe éclaire remarquablement le rapport à l'URSS et à Staline du PCB à l'époque de la fidélité inconditionnelle. Globalement, la CCP fait état d'une série de malentendus qui lui permettent d'éviter de mettre en cause Jean Terfve, le numéro 2 du parti, apparemment impliqué dans la question de l'article de Staline. Elle réclame un contrôle beaucoup plus rigoureux des équipes du journal et de la librairie. Mais elle relève globalement, à grands renforts de citation des discours d'Edgar Lalmand, combien, « pierre de touche de tous les militants communistes », « l'admiration et la reconnaissance envers l'URSS et le guide incomparable de l'humanité progressiste » souffrent de faiblesses inadmissibles dans le parti. Soulignons que chacun de ces cas relève du champ théorique et/ou culturel dont Libois assure la maîtrise. En 1955, il se targuera d'avoir, par son intervention fait corriger ces déviations<sup>54</sup>. Ce qui permet de relever une définition que donne la commission de la fonction du critique cinématographique communiste qui peut étonner dans le chef de l'homme de culture, pour autant qu'il y ait souscrit, ou qui définit bien les normes induites par l'intellectuel de guerre froide :

« Le Cam. Michaux... n'était pas entièrement convaincu... que le rôle d'un critique cinématographique communiste est de faire l'analyse des films avant tout sur le fond, et qu'un film est bon ou mauvais en vertu du fait qu'il sert le camp de la paix dans sa lutte contre les fauteurs de guerre. La conversation a au contraire démontré que le cam. Michaux basait son analyse des films sur des aspects secondaires (technicité, beauté de la photographie, jeu des artistes) ». Et de prendre l'exemple d'un film « chaudement recommandé », alors qu'il est « parfaitement amoral et rejoint les idées existentialistes des Sartre et consort »<sup>55</sup>.

Il s'agissait du *Diable au corps* !

---

d'une intervention « théorique » de Staline qui devint à son tour la loi linguistique absolue et fut répercutée dans tout l'univers communiste.

<sup>52</sup> Paul Libois, *Note relative à ma communication à la CCP du 23 juillet 1951*, (rédigée le 24 juillet 1951), Carcob, CCP, dossier Paul Libois.

<sup>53</sup> Il s'agit de Willy Michaux, futur syndic de la presse cinématographique et militant depuis l'avant-guerre.

<sup>54</sup> PV de la CCP du 21/2/1955 ; Carcob, archives de la CCP.

<sup>55</sup> *Note adoptée par le Bureau Politique suite à l'enquête menée par la CCP*, 26 octobre 1951. Carcob, archives de la CCP, dossier Libois.

## La question nationale

S'il est une question où l'influence directe de Libois est perceptible (et dénoncée ultérieurement) dans la politique adoptée par le PCB, c'est bien le renversement de sa position dans la question nationale en Belgique. Après quelques variations au cours de son histoire, principalement inspirées par les analyses successives du Komintern<sup>56</sup>, le PCB avait adoptée en son Xème Congrès de mars 1951, la solution du fédéralisme pour régler la question de « l'existence de plusieurs communautés ethniques différentes ».

Cette orientation était solidement étayée par des considérations marxistes appuyées sur des écrits de Staline. En octobre 1953, virage radical : le marxisme et Staline sont à nouveau convoqués dans les « thèses sur la question nationale » présentées par Edgar Lalmand devant le Comité Central, mais pour dire l'inverse. Il n'existe et n'a jamais existé de nation flamande ou wallonne, ni d'ailleurs de nation belge. Mais il existe bien une culture belge, une culture bourgeoise belge qui s'oppose à une culture prolétarienne tout aussi belge. C'est là que le combat se noue désormais. Il faut lutter pour l'indépendance nationale et la souveraineté nationale de la Belgique, tout le reste doit lui être subordonné. La clé de cette volte-face est limpide : l'impérialisme américain, la soumission de la bourgeoisie belge à celui-ci, menacent l'indépendance nationale. Toute l'argumentation de 1951 est reprise mais en y adjoignant à chaque fois le joug de l'impérialisme américain qui en renverse le sens. La CED réclamée par les USA n'a toujours pas été ratifiée par tous ses membres putatifs et réclame certaines adaptations de la constitution. L'URSS et tout le « camp de la paix » s'y oppose violemment. Le comité central du PCB retrouve les accents de la résistance patriotique pour sonner le ralliement autour de « la patrie commune » en danger<sup>57</sup> !

Le vrai coupable de ce retournement s'appelle en réalité Henri Pirenne. C'est le lisant (ou relisant) que Paul Libois a trouvé les arguments qui inscrivent la Belgique dans un continuum historique qui légitime son existence et sa perpétuation. A son tour, il en a convaincu Edgar Lalmand, qui a pu ainsi fonder « nationalement » un tournant qu'imposait la situation internationale vue de Moscou. Il faudra les grèves de 1960-1961 pour que le PCB s'ouvre à nouveau à la perspective fédéraliste.

## Un sénateur de combat

Elu sénateur en 1946, réélu pour un an en 1949, Paul Libois valorise sa présence par des prestations remarquées. Si ses interventions relèvent des mêmes préoccupations, leur ton et leur motivation diffèrent fortement entre la phase constructive, celle de la participation gouvernementale communiste jusqu'en mars 1947, et la période suivante, qui est d'opposition frontale. Si l'on y ajoute les questions internationales, les deux domaines principaux où il déploie son talent, réel, sont l'instruction publique dont il

<sup>56</sup> José GOTOVITCH et Rudi VAN DOORSLAER, « Les communistes et la question nationale 1921-1945 », *Cahiers d'histoire du Temps Présent*, 1997, p. 257-276.

<sup>57</sup> «Le problème national en Belgique et la lutte pour l'indépendance nationale. Thèses soumises à la discussion du CC du PCB. Résolution adoptée par le CC du PCB à l'issue de sa session des 3 et 4 octobre», *Communisme*, nouvelle série, n° 4, novembre 1953, pp. 17-23.

préside d'ailleurs la commission sénatoriale, et la question de l'uranium du Congo qui fera sa célébrité outre atlantique !

En matière d'enseignement, il élabore et présente un plan d'une réforme complète basée sur le concept d'école unique de 10 ans, calqué sur le modèle du projet Wallon Langevin, il intervient pour le Fonds de la littérature. Il présente le rapport sur la refonte du système des bourses d'études. Il relaie les propositions de loi élaborées par la conférence des enseignants communistes, gros travail dans lequel il s'est beaucoup investi. Dans l'opposition, il s'élève contre le sabotage de l'enseignement officiel, en particulier l'ULB, pour le droit de grève des enseignants, il plaide pour l'écoute des étudiants, la cogestion ...

Mais dès 1946, il intervient sur l'uranium du Congo. La nationalisation de celui-ci figurait au programme électoral du PC. Mais quand il interpelle le gouvernement à ce propos le 22 mai 1946, il s'inscrit dans une autre problématique. Déjà à la Chambre le député communiste Van Hoorick s'était étonné que toute la production prenne la route des Etats Unis. Etant donné que le monde politique belge a été tenu totalement à l'écart des tractations intervenues pendant la guerre à propos de cet uranium et n'en n'a guère été informé depuis, l'interpellation de Libois fait figure d'événement. Il interroge le gouvernement sur ses interventions en la matière. Il souligne l'intérêt de l'utilisation pacifique de cette nouvelle énergie mais réclame avant tout que les intérêts de la Belgique soient pris en compte. Il émet une série de suggestions qui portent sur le contrôle nécessaire de la répartition de ces minerais sous les auspices de l'ONU. Il vante surtout le savoir-faire des scientifiques belges et réclame leur participation aux recherches dans le domaine. Mais il termine par des considérations plutôt étonnantes : « Si le Congo belge est belge c'est grâce à la claire vision d'un grand roi. Nous poursuivrons à la fois l'œuvre d'émancipation des indigènes et la mise en valeur des richesses du Congo belge... Nous ne laisserons pas tomber le flambeau transmis par nos pères ». Voilà qui sonne très différemment des appels lancés jadis par l'Internationale communiste à propos de l'impérialisme colonial.<sup>58</sup> Et qui explique le titre donnée à l'un de ses articles : « Notre uranium ». La réponse du ministre des Colonies relève très courtoisement l'intérêt des questions posées mais ne fournit aucune réelle information.

Il affirme cependant qu'il n'a jamais été saisi d'une demande d'uranium formulée par des scientifiques belges !

Relevons que le FNRS a créé en novembre 1945 une commission pour la physique nucléaire présidée par le recteur de l'ULB, Van den Dungen et qu'y siègent deux savants communistes de l'ULB, Jules Géhéniau et Max Cosyns. Ce qui explique que l'intervention de Libois ait été bien documentée.

---

<sup>58</sup> *Annales Parlementaires*, Sénat, 22 mai 1946 ; publié en brochure *Moniteur Belge*, 1946, 18 pages. Sur cette question : Pierre BUCH - Jacques VANDERLINDEN, *L'uranium. La Belgique et les puissances. Marché de dupes ou chef d'œuvre diplomatique ?*, Bruxelles, POL-HIS, De Boeck Université, 1995 ; Juliette BRODER, « Le Parti communiste de Belgique et la question coloniale (1945-1961) », *Etudes Marxistes*, n°44, novembre-décembre 1998 ; Paul LIBOIS, « Notre uranium », *Rénovation*, Nouvelle série, n° 3, mars 1947.

Après mars 1947, changement radical de ton. On sait que l'URSS s'est inquiétée très tôt des livraisons belges aux Etats Unis<sup>59</sup>. La crainte de l'arme atomique qu'elle ne possède pas encore fonde en grande partie sa politique étrangère et alimente la guerre froide. Aussi c'est avec violence désormais qu'est dénoncé le bradage des prix de l'uranium cédé aux Américains qui « préparent la guerre contre l'URSS ». Le *Drapeau Rouge* revient à plusieurs reprises sur le sujet. Libois interpelle au Sénat, demande la levée du secret qui entoure les tractations et réitère ses accusations dans une conférence de presse<sup>60</sup>. La responsabilité du gouvernement (alors PSC-libéral) est totale dans ce « scandale de l'uranium » Nous sommes alors en pleine campagne contre la bombe atomique, campagne dite de l'appel de Stockholm. On sait que tant la Sûreté de l'Etat que l'Ambassade américaine vont très fortement s'inquiéter de la présence communiste et communisante dans les instances spécialisées de l'ULB et que l'UCL sera favorisée dans l'accès à la recherche. Le recteur Van den Dungen, président de la commission du FNRS sera d'ailleurs déclarée *persona non grata* pour la première mission scientifique nucléaire belge aux Etats Unis à l'été 1948. Jacques Vanderlinden et Pierre Buch estiment en revanche peu vraisemblable que les autorités de l'ULB aient cherché freiner ou à faire taire Libois moyennant compensation financière par l'Union Minière au bénéfice de l'université, comme l'affirmait son principal négociateur, Emile Sengier, à l'Amiral Alan Kirk, ambassadeur des Etats-Unis<sup>61</sup>.

Les élections de 1950 ayant été catastrophiques pour le PCB, Libois disparaît de la scène parlementaire qu'il a brillamment occupée, en un premier temps comme homme de propositions compétent, dans un deuxième temps comme sénateur de combat dans les questions internationales, plus particulièrement le Congo. Mais il agit au nom de l'indépendance nationale..., plus patriote qu'internationaliste si ce n'est en ce qui concerne sa seconde patrie, l'Union soviétique.

## La chute politique

La décrue électorale s'accroissant inexorablement, un grand mouvement saisit le PCB qui met en cause et la ligne politique et la direction qui l'a imposée. Celle-ci est forcée d'ouvrir un large débat qu'elle croit pouvoir contrôler mais qui va l'emporter au terme d'un processus qui s'accélère tout au long de l'année 1954<sup>62</sup>. Dans la terminologie communiste, sont mis principalement en cause le « sectarisme » et l'autoritarisme du secrétariat ; principales personnalités visées : Edgar Lalmand et Jean Terfve.

Or dans cette optique, Libois peut faire figure de précurseur et c'est bien ainsi qu'il se perçoit. N'avait-il -t-il pas, par deux fois en 1949 déjà, dénoncé au Comité Central,

---

<sup>59</sup> Pavel Soudoplatov et Anatoli Soudoplatov, avec Jerrold et Leona Schecter, *Missions spéciales*, Le Seuil, Paris, p. 612. (Merci encore à P. Van Praag pour cette référence)

<sup>60</sup> *Le Drapeau Rouge*, 10 février 1950

<sup>61</sup> Buch et Vanderlinden, *op cit*, pp 71 et 76-79.

<sup>62</sup> José GOTOVITCH, « Construction and deconstruction of a cult : Edgar Lalmand and the Communist Party of Belgium », *Twentieth Century Communism, a journal of international history*, 1, 2009, pp. 129-152 ; Nicolas NAIF, *L'eurocommunisme en Belgique. Crises et débats autour d'une voie belge au socialisme (1954-1982)*, Centre des Archives Communistes de Belgique / Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches, Bruxelles, 2004.

l'absence de liaison de la direction avec « les masses »<sup>63</sup> ? Dans le grand débat qui secoue le Comité Central de mai 1954, il dresse une liste des erreurs politiques commises, soulignant les phrases creuses (chanter la victoire à laquelle personne ne croit), l'aveuglement irréaliste (les 12 mois de service militaire quand les 18 étaient atteints), la politique du tout ou rien, le manque de liaison avec la base, l'absence de prolétaires au BP. Il critique avant tout une mauvaise application de la ligne et prône encore la confiance au Bureau Politique. Mais, la discussion s'amplifiant, en juillet 1954 il se fait plus incisif, désignant cette fois nommément les dirigeants coupables de sectarisme et qu'il estime n'avoir plus les qualités dont ils avaient fait preuve précédemment (« Lalmand et Borremans descendent la pente »). Quant à Terfve, qui rappelons-le, est le numéro 2 du PC et a les intellectuels dans ses compétences, on sent bien que Libois n'apprécie pas la « montée » à Bruxelles, à la faveur de la guerre, de cet intellectuel liégeois « qui a fait ce qu'il a pu » ! Sans réclamer des têtes, il exprime clairement son désir de changements profonds au sommet.

Comme il l'exprimera explicitement bientôt, il est convaincu du fait que « dans l'ensemble j'avais la ligne juste et le BP une ligne fautive ». Or, comme il est d'usage avant chaque Congrès, quand la commission des cadres prépare l'élection du nouveau Comité Central en examinant le cas de chaque sortant, Paul Libois est « évalué » de manière fort critique. Son dévouement au parti, ses qualités intellectuelles, ses contributions décisives au travail culturel et d'éducation, sa participation active aux délibérations du Comité central et jusqu'à ses mises en garde prémonitoires sur l'isolement de la direction lui sont portées en compte positif<sup>64</sup>. Mais sont relevés également son manque de vie militante, sa coupure de la base, son « doctrinarisme », son comportement autoritaire et sectaire avec les étudiants, ses accusations graves contre des camarades sans apporter de preuves. Certaines de ces critiques sont formulées par Lalmand en personne qui, pour la première fois lui fait porter la responsabilité de la volte-face dans la question nationale ! La relation Lalmand-Libois paraît donc bien tortueuse ! Le Bureau Politique ne soutient pas le renouvellement de son mandat au comité central. S'il reconnaît certaines raideurs théoriques, Libois revendique avoir sauvé la section ULB de l'infiltration policière, avoir redressé l'optique dans laquelle étaient traitées l'URSS et les démocraties populaires, avoir accompli un très important travail culturel. Mais pour mieux se consacrer à son travail scientifique il ne désire pas sa réélection.

Le Congrès de décembre ne le réélira pas, mais de par ses propres accusations contre deux dirigeants, s'ouvre quatre mois plus tard, un véritable et tortueux procès qui occupera de nombreuses séances de la CCP. Cette fois de multiples dépositions sont recueillies pour mesurer le poids exact de Libois dans les dérives condamnées par le Congrès de Vilvorde, l'influence négative exercée au Bureau Politique. Entendu également, Edgar Lalmand confesse son profond respect pour Libois « dont l'intelligence est plus grande que la mienne et à cause de cela m'a mal influencé ». On apprend ainsi que les membres du BP poursuivaient leur formation par le biais de Cercles d'études au

---

<sup>63</sup> PV des Comités centraux des 29 juillet et 4 septembre 1949, Carcob.

<sup>64</sup> CCP, Dossier Libois. *Note biographique préparée par B Van Hoorick ; Note de la commission des cadres au Bureau Politique concernant Paul Libois, novembre 1954 ; Entrevue avec Libois, 29 novembre 1954 : résumé de sa déclaration et Procès-verbal rédigé par Van Hoorick.*

sein desquels Libois jouait un rôle prépondérant. Si le déroulé des questions abordées tout au long des séances oscille entre Clochemerle et l'Inquisition, il apparaît clairement que Libois est assimilé à la direction éliminée à Vilvorde et disparaîtra avec elle.

Nous sommes en 1955. Sans quitter le parti de manière formelle, - il n'aurait plus repris, de carte, d'après certains, en 1956- il n'y jouera plus aucun rôle et surtout n'en sera plus l'incarnation, à l'Université comme ailleurs.

A d'autres, il aurait déclaré avoir été écarté parce qu'antistalinien ! On voit, comme bien souvent, une reconstruction glorifiante est à l'œuvre. Mais nous n'avons aucune certitude à ce propos.

### **Un impossible portrait**

Comment, en conclusion, tracer le portrait politique de ce personnage complexe, portrait politique qui cadre mal ou difficilement avec celui qui émane de ses jeunes collaborateurs scientifiques, ses anciens étudiants. L'époque tardive à laquelle les souvenirs ont été recueillis, comme par exemple lors de ses 80 ans, a fait disparaître ceux parmi ses contemporains qui auraient été ses amis ou camarades de parti. Est-ce un indice ? Nous en ignorons les noms.

Il serait aisé de composer rétrospectivement son image avec quelques citations abruptes de ceux qu'il a côtoyés, car le personnage n'a laissé personne indifférent.

Rappelons : « le seul membre du parti que je ne tutoyais pas » (Bob Kawan). « Libois m'écrasait de sa science marxiste » (Jacques Moins), « il était sectaire et autoritaire » (Edgar Lalmand) ; « doctrinaire », « incapable de réaliser ses idées et projets » (Bert Van Hoorick à la CCP).

On peut aussi reprendre ses propres paroles ou actions : « J'attends d'avoir l'avis de Staline » (avant de répondre à une question posée par Jeanne Mullier) ». Ou encore « j'ai sauvé la section de l'infiltration policière, j'ai brisé la constitution d'une fraction, je perçois des relents du trotskysme », toutes réactions face à des idées divergentes ou des comportements quelque peu libertaires... On pourrait aussi relever l'étonnante réflexion émise à l'encontre d'un de ses adversaires lors d'une audition devant la très sérieuse Commission de contrôle du parti : « A son âge, se ronger les ongles n'est pas un signe excellent » !

Quant aux positions idéologiques exprimées, il ne fait aucun doute qu'elles collent au plus près à l'orthodoxie du marxisme codifié et figé qu'avait synthétisé Staline, s'abritant derrière Lénine et qui constituait la doxa officielle de l'époque.

Face à cette image d'un sectaire intraitable, froid et méprisant aristocratiquement ceux qui ne maniaient pas comme lui les textes et citations (y compris un dirigeant comme Jean Terfve), coexistent d'autres éclairages qui la nuancent, voire la contredisent.

D'abord quelques éléments de fait comme ses interventions entre 1949 et 1951 dénonçant la coupure du parti avec les masses et celle du Bureau Politique avec la



base ou encore son refus de « monter » à même Bureau Politique, instance politique suprême du PC.

Par ailleurs, il faut relever son inébranlable volonté militante, aux pires comme aux meilleurs moments, mettant en danger son parcours professionnel dans un univers fondamentalement hostile à toute « pénétration » du communisme et surtout des communistes. De 1932 à la clandestinité et à travers la guerre froide, il n'a bridé à aucun moment son engagement. Il a mis sans relâche son énergie au service de la promotion et la défense d'un enseignement moderne et de la culture, ramenant, dans le langage d'époque, toute question à ses fondements idéologiques. .

Aux pires moments de l'affaire Lyssenko, qu'il a endossée sans réserve, il n'a cependant pas versé dans la funeste théorie jdanovienne des deux sciences, tout en magnifiant les conditions de production de la science soviétique.

Et sans les avoir sollicités, on relève des jugements contemporains qui s'expriment positivement sur le dirigeant politique. Ainsi lors de cette même affaire Lyssenko, il ne condamnera jamais, du moins publiquement, ses collègues qui prirent alors de la distance. Et plusieurs années après, Jean Brachet, le protagoniste principal de l'affaire en Belgique, déclarera « il était sévère, mais c'était un homme honnête, rigide<sup>65</sup> .

Des avis fort positifs émanent du secteur culturel. Ainsi Paul Meyer, le cinéaste de *Déjà s'envole la fleur maigre* qui créa le *Théâtre* et les *Ballets populaires* souligne qu'un changement très positif intervint quand Libois prit la direction des intellectuels. Selon l'un de ses proches collaborateurs, Paul Meyer refusait de se laisser instrumentaliser par le Parti et ne put développer ses initiatives qu'avec l'arrivée de Libois aux commandes<sup>66</sup>. Jean Goldman, peintre et critique relève également que l'arrivée de Libois à la tête de la culture initia son travail d'écriture<sup>67</sup>.

Mais nulle part dans ce parti, nous n'avons pu retrouver la chaleur qui émane par exemple, des avis portés par ses correspondants scientifiques italiens<sup>68</sup>

Dès lors que conclure ?

Paul Libois a incarné des années '30 aux années '50, une présence intellectuelle quelque peu atypique dans un parti essentiellement prolétaire. Il s'est identifié volontairement à la réflexion théorique, voulant marquer chacune de ses actions du sceau du marxisme. Mais un marxisme de combat, perçu aujourd'hui comme élémentaire. Il émanait de lui une autorité naturelle exercée toutefois sans charisme, ce qui explique que s'il eut des disciples scientifiques, il n'eut aucune postérité communiste. Eva Schandevijl, a souligné

---

<sup>65</sup> Joël KOTEK, *op. cit.*, p. 204.

<sup>66</sup> Zahra MANII, *Approche du théâtre politique dans l'immédiat après-guerre en Belgique francophone (1945-1953) .Une expérience singulière : le travail artistique de Paul Meyer auprès du Parti communiste*, mém. de licence inédit, ULB, 1993, pp. 45-46.

<sup>67</sup> Pascal DELWIT et J.M., DE WAELE, *Les intellectuels communistes et le stalinisme de 1947 à 1953 en France et en Belgique*, mém. de licence inédit, ULB, 1985, Annexes, Interview de Jean Goldman.

<sup>68</sup> Cf BRUTSAERT, *op. cit.*

que la Paix et le pacifisme ont constitué pour les communistes des outils de la guerre froide et que les PC ont largement utilisé les intellectuels, communistes ou compagnons de route, pour ce combat. Or Libois ne répond pas à ce profil. Il assumait la bataille à visage découvert, au nom du marxisme et de l'admiration pour l'Union soviétique. Peut-être est-ce là aussi une des raisons de son isolement final. Peut-être est-ce la manifestation de cet « héroïsme de l'isolement » évoquée par Bourdieu ?

Mais son éviction constitua manifestement pour lui une surprise, persuadé qu'il était que « les masses ont pris conscience des erreurs », et qu'il avait été « le premier au BP à comprendre ce que voulaient les masses ... et le premier à en parler.... J'ai joué un rôle essentiel<sup>69</sup> ». Ceci laisse deviner que des problèmes relationnels n'ont pas été totalement étrangers à cette éviction, son beau-frère seul menant combat en 1954 pour son maintien au Comité central<sup>70</sup>.

Mais il est tout aussi évident que Paul Libois a joui pendant au moins deux décennies de l'admiration respectueuse de ce parti qui était fier de le compter dans ses rangs.

Il reste à tenter de répondre à une question d'aujourd'hui. Comment concilier son intelligence à l'attachement sans faille qu'il témoigna envers l'Union soviétique ? L'un de ceux qui le côtoyèrent le comparait à Aragon : il savait (sous-entendu : la réalité soviétique) mais il n'était « pas question de rompre le front ». Et cette conviction explique aussi qu'il s'éloigna en silence.

Une hypothèse que pourrait étayer son parcours. Paul Libois adhéra au communisme dans période « dure » de l'IC : l'époque de la lutte classe contre classe et de la défense prioritaire de l'URSS, patrie du prolétariat, ce dernier constituant une totale abstraction théorique pour Libois. L'antifascisme fut pour lui la conséquence de son engagement communiste, non l'inverse. Son communisme résulta de la découverte de l'URSS et la clandestinité trempa sa militance. Il découvrit aussi le marxisme à travers le dogmatisme théorique stalinien, un marxisme de guerre sociale et politique. Du début à la fin son parcours militant fut exclusivement intellectuel, donc individuel. Il ne fit jamais partie de « la famille », famille dont la chaleur fraternelle constitua pour beaucoup la part essentielle de leur engagement.  
Libois, un communiste à part ?

José Gotovitch

*Professeur honoraire ULB  
Membre de l'Académie Royale de Belgique*

---

<sup>69</sup> Déclaration à la CCP

<sup>70</sup> Intervention de Jean Fonteyne au XI congrès, Vilvorde, décembre 1954, Archives Fonteyne.